

NP2022 - AR - 277R

ARRÊTÉ NON PERMANENT

D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR UN DEMENAGEMENT AU DROIT DE LA CHAUSSEE JULES CESAR AU N°175

Le Maire de Beauchamp,

Vu le code des communes, décrets numéros 7790 et 7791 du 27 Janvier 1977 – titre III – chapitre 1^{er} – Articles L 131-1, L 131-2, paragraphe 1, L 131-3 et L 131-4.

Vu le code de la route,

Vu l'instruction interministérielle du 22 Octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée par les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 17 Octobre 1968, par la circulaire N° 68.103 du 30 Octobre 1968 et par les arrêtés du 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971, 27 Mars 1973, 10 Juillet 1974 et 15 Juillet 1974.

Vu les articles R.417-10 et L 325-1 du Nouveau Code de la route.

Vu le Code de la Voirie Routière (loi n° 89.413 du 22 Juin 1989).

Vu le règlement de voirie approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 28 Juin 2010.

Vu l'institution des tarifs pour l'occupation du domaine public approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 18 février 2016 et du 18 juin 2020.

Considérant la demande d'autorisation de stationnement en date du 27 septembre 2022 par la société LD Deménagement pour un déménagement au droit du 175, chaussée Jules César à Beauchamp.

Il importe de prendre des mesures pour réglementer le stationnement, et pour la sécurité des personnes chargées du déménagement et des usagers des voies publiques

ARRETE :

Article 1 la société LD Deménagement est autorisé à stationner des véhicules le cadre d'un déménagement au droit du 175, chaussée Jules César pour la période du 1^{er} octobre 2022.

Article 2 Pendant la durée du déménagement, le stationnement est strictement interdit à 15 m de part et d'autre au droit du n° 175, chaussée Jules César à Beauchamp.
Tout stationnement gênant sera susceptible d'être conduit en fourrière aux frais de son propriétaire.

- Article 3** La circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes est autorisée dans la commune, dans le cadre de l'opération susvisée. Il faudra laisser le libre accès aux véhicules prioritaires.
- Article 4** Une signalisation verticale et horizontale réglementaire sera installée par les services techniques pour réserver l'emplacement du stationnement du véhicule de déménagement.
- Article 5** La circulation des piétons devra être maintenue sur le trottoir et toutes dispositions devront être prises pour assurer la sécurité des riverains. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé. Il faudra laisser propre la chaussée.
- Article 6** Le montant de la redevance fixé à 25€/jour, soit un montant total de 25€.
Le règlement sera effectué à réception du titre exécutoire émis par le Trésor Public.
- Article 7** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant la date.
- Article 8** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et transmis au tribunal compétent.
- Article 9** Mme le Maire, Mme le Commissaire de police d'Ermont, la police municipale et tous les Agents de la voie publique seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée : Centre Technique Municipal, Tri action.
Service comptable, Trésor public.
Notifié à la société LD Déménagement

Pour le maire et par délégation,
Le Conseiller municipal,

Alain Perrin



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte le _____. Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification